



24 avril 2026

Les enjeux de la 11^e Conférence d'examen du TNP

Un régime fragilisé par la compétition stratégique

Héloïse FAYET

Héloïse Fayet est chercheuse et responsable du programme dissuasion et prolifération à l'Ifri.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-1214-3

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2026.

Image : Réunion du Conseil de sécurité sur le désarmement et la non-prolifération nucléaire au siège de l'ONU à New York, mars 2024 © Lev Radin/Shutterstock

Comment citer cette publication :

Héloïse Fayet, « Les enjeux de la 11^e Conférence d'examen du TNP. Un régime fragilisé par la compétition stratégique », *Éditoriaux de l'Ifri*, Ifri, 24 avril 2026.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél.: (0)1 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org
www.ifri.org

Le 27 avril 2026 s'ouvre à New York la 11^e Conférence d'examen (RevCon) du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), dans un contexte de forte compétition stratégique. Réunissant pendant un mois les 191 États parties au TNP¹, elle vise à faire le point sur le fonctionnement du traité, son implémentation et, plus largement, l'état de la non-prolifération et du désarmement, afin d'aboutir à un document dit « de consensus » autour des principaux défis et menaces pour le régime de non-prolifération.

Les deux précédentes RevCon, en 2015 et en 2022, s'étaient déjà conclues sans document de consensus. Les tensions géopolitiques actuelles, notamment la poursuite de la guerre en Ukraine, la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran ainsi que la croissance des arsenaux nucléaires dans le monde, laissent présager une nouvelle impasse, ou tout du moins une exposition au grand public de l'incapacité des États parties au traité de s'entendre sur la nécessité de sauvegarder ses trois grands piliers : le désarmement nucléaire, la non-prolifération et l'usage pacifique de l'énergie nucléaire.

L'échec du désarmement nucléaire

Depuis une décennie, le nombre d'armes nucléaires dans le monde augmente, inversant la tendance qui était de mise depuis la fin de la guerre froide. La Chine est passée d'environ 250 têtes nucléaires en 2020 à plus de 600 en 2026. La

Russie et les États-Unis, jadis tenus par le traité New START (*New Strategic Arms Reduction Treaty*) qui a expiré en février 2026², pourraient également augmenter à moyen terme leurs arsenaux, tandis que le Royaume-Uni avait annoncé dès 2021 la décision de relever son seuil à 260 têtes. De même, la France a fait le choix d'accroître son stock, citant le progrès des défenses antimissiles des adversaires³, tout en décidant de ne plus communiquer sur sa taille, estimée à environ 290 têtes en 2026.

Les États dotés de l'arme nucléaire (EDAN) réitèrent dans leurs documents préparatoires à la RevCon leur objectif d'élimination vérifiable des armes nucléaires, à condition que leur propre sécurité ne soit pas affectée, cherchant à rester conformes à l'esprit de l'article VI du TNP qui engage les EDAN à un « désarmement de bonne foi ». De même, dans son discours du 2 mars 2026, le président français a rappelé que l'augmentation de l'arsenal nucléaire français n'était pas une course aux armements et qu'il resterait strictement dimensionné. Il n'est pas certain que l'argument soit entendu par une partie des États non dotés de l'arme nucléaire (ENDAN), qui sont nombreux à critiquer cet irrespect du traité par les EDAN et, plus largement, le comportement « irresponsable » de ces États. Le recours à une rhétorique nucléaire agressive par la Russie vis-à-vis de l'Ukraine et de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en est un bon exemple, mais aussi les déclarations de Donald Trump sur une possible reprise des essais nucléaires aux États-Unis et son refus d'engager des discussions avec la Russie pour le renouvellement de New START.

Le comportement américain pourrait d'ailleurs faire apparaître Moscou sous un meilleur jour que lors de la RevCon de 2022, où la Russie avait été largement critiquée pour son invasion de l'Ukraine⁴. En parallèle, la Chine continuera de faire jouer sa doctrine de non-emploi en premier comme compensation à l'augmentation de son arsenal, cherchant là aussi à se placer comme un État nucléaire responsable⁵.

Un risque accru de prolifération nucléaire

Bien qu'aucun ENDAN n'ait acquis d'arme nucléaire depuis la Corée du Nord en 2003, le contexte international semble favorable à la

prolifération. Ainsi, malgré plusieurs cycles de négociations depuis la RevCon de 2022, aucun accord n'a été trouvé à ce jour pour contraindre le programme nucléaire iranien. Les deux guerres menées par les États-Unis et Israël en juin 2025 et au printemps 2026 face à l'impasse des discussions pourraient à terme avoir un effet contre-productif. Outre la perte totale de visibilité sur le programme iranien et la rupture assumée entre les États-Unis et l'Iran, des questions urgentes de sécurité nucléaire s'imposent, telles que l'accès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) aux sites bombardés et l'avenir de la matière fissile produite par Téhéran ces dernières années. De plus, face aux échecs répétés de sa stratégie de dissuasion conventionnelle, il est possible que ces attaques fassent évoluer le calcul iranien vers le franchissement du seuil nucléaire⁶. Enfin, les actions américaines renforcent encore le narratif russe du « double standard », Moscou accusant Washington d'avoir violé le droit international sans réelle menace de prolifération nucléaire en Iran, un argument qui fragilise d'autant plus l'unité des EDAN⁷.

Cette perception de l'arme nucléaire comme la garantie ultime de sécurité nourrit également le débat autour de la « prolifération alliée » : face à la concrétisation de la menace russe, chinoise et nord-coréenne, en parallèle d'une perte de crédibilité de la dissuasion élargie américaine, des voix en Corée du Sud ou en Pologne s'expriment de plus en plus en faveur du développement d'un arsenal nucléaire national. Certains officiels américains s'étaient exprimés par le passé en faveur d'une telle prolifération au sein des pays alliés, car permettant aux États-Unis de retirer les forces conventionnelles qui y sont déployées dans le cadre de la dissuasion élargie⁸. S'ils semblent revenus sur cette opinion depuis, reconnaissant son caractère déstabilisateur, les difficultés à décourager un État membre de l'OTAN ou partenaire des États-Unis de se rapprocher du seuil nucléaire sont fortes. En effet, il est difficile d'imaginer Washington bombardant ou sabotant des installations nucléaires sud-coréennes, ni même imposant des sanctions à Séoul en cas de non-respect des garanties de non-prolifération. Il est donc crucial d'imposer des normes de non-prolifération à l'ensemble des ENDAN, que leur prolifération serve les intérêts d'une communauté occidentale ou non.

Plus largement, il faut s'attendre à une critique des arrangements de partage nucléaire de l'OTAN, notamment de la part de la Chine et de la Russie, coutumières du fait. L'initiative française de dissuasion avancée, bien que ne comportant aucune mesure de partage d'armes nucléaires françaises avec des alliés européens, pourrait aussi être considérée comme une aide à la prolifération par certains États. Il s'agit d'une critique à des fins essentiellement politiques : en effet, le suspecté déploiement d'armes nucléaires russes en Biélorussie, dans une dynamique similaire à celle des accords de partage nucléaire de l'OTAN, n'a jamais fait l'objet de critiques publiques chinoises.

Les nouveaux enjeux de l'énergie nucléaire civile

Le troisième pilier du TNP, qui permet aux EDAN d'avoir un accès facilité à l'énergie nucléaire civile, fait face à de nombreux défis. Déjà au menu de la RevCon de 2022 en raison de l'accord AUKUS (Australie, Royaume-Uni et États-Unis), le partage de la technologie de la propulsion nucléaire par des EDAN vers des ENDAN pourrait faire son retour du fait de l'accord, aux termes pour le moment flous, signé entre les États-Unis et la Corée du Sud, visant à aider Séoul à construire des sous-marins à propulsion nucléaire. Bien que le TNP n'interdise pas formellement cette pratique tant qu'elle est encadrée par l'AIEA, il est probable que la Chine, qui voit d'un œil critique le développement de telles capacités par des pays alliés des États-Unis, cherche à rouvrir ce débat⁹.

De même, le développement de nouvelles technologies de réacteurs nucléaires tels que les *small modular reactors*, avec les impératifs de sûreté, de sécurité et de non-prolifération qui y sont associés, font naître de nouveaux enjeux pour l'AIEA et le troisième pilier du TNP. C'est d'autant plus le cas si de tels réacteurs venaient à alimenter des bases militaires, tel qu'envisagé par la Russie et les États-Unis, posant le débat autour de la caractérisation de telles infrastructures, à l'image des discussions autour du ciblage d'installations nucléaires en Ukraine par Moscou¹⁰. Enfin, les EDAN se sont montrés souvent lents à accorder une aide au développement de l'énergie nucléaire civile auprès d'États dits du « Sud global », alimentant le sentiment d'une « injustice » nucléaire déjà nourrie par la perception de comportements nucléaires irresponsables de la part des EDAN.

La quête d'un dénominateur commun

Cette conférence d'examen s'annonce donc extrêmement politisée, en particulier au sein des EDAN, dont le format P5 (France, Chine, États-Unis, Royaume-Uni et Russie) est pourtant censé être moteur du TNP. La réduction des risques stratégiques, jadis point de convergence entre EDAN, est menacée par la compétition stratégique : si certaines mesures établies depuis des décennies restent encore en place entre les États-Unis et la Russie, à l'image des négociations en amont de tirs de missiles balistiques, il semble complexe de les transposer au niveau du P5. De même, certains objectifs d'organisations non gouvernementales pour cette RevCon, tels que l'adoption d'une déclaration des EDAN sur le refus d'intégrer de l'intelligence artificielle dans les systèmes de commande et de contrôle des armes nucléaires, ou des discussions sur les protocoles de sûreté des arsenaux (*failsafe*) n'ont que peu de chances d'aboutir du fait des fortes tensions entre EDAN¹¹. Même la réitération d'une déclaration conjointe sur le refus de la guerre nucléaire, comme en janvier 2022, semble inatteignable.

Pour autant, l'absence probable d'un document de consensus à la fin de cette RevCon ne signifierait pas un échec définitif du TNP et la perte de sa valeur. En effet, le poids normatif du traité, et la mobilisation des organisations non gouvernementales ainsi que des ENDAN, lui permet de conserver un rôle indéniable dans la lutte contre la prolifération nucléaire, comme en témoigne l'absence de prolifération depuis 2003, et de proposer un cadre de discussion accepté par tous. Il convient donc de lutter contre sa politisation excessive et de parvenir à trouver un dénominateur commun, tout en étant capable de critiquer ouvertement les comportements nucléaires irresponsables de certains États, alliés ou adversaires.

1. Quatre États reconnus par l'Organisation des Nations unies n'ont jamais signé le TNP : l'Inde, le Pakistan, Israël et le Soudan du Sud. La Corée du Nord a annoncé son retrait en 2003.

2. H. Fayet, « Vers une nouvelle maîtrise des armements ? Défis et opportunités de l'expiration de New START », *Éditoriaux de l'Ifri*, Ifri, 4 février 2026.

3. H. Fayet, « La dissuasion nucléaire française à l'épreuve d'un nouvel ordre européen », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 2 avril 2026.

4. N. Sokov, « P5 Perspectives on the 2026 NPT Review Conference: Russia », European Leadership Network, 21 avril 2026.

5. T. Jiang, « P5 Perspectives on the 2026 NPT Review Conference: China », European

Leadership Network, 13 avril 2026.

6. G. Perkovich, « How the Iran War Undermines the Nuclear Nonproliferation Regime », *Bulletin of the Atomic Scientists*, 2 avril 2026.

7. « Statement by the Delegation of the Russian Federation during the General Debate of the UN Disarmament Commission », ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, 10 avril 2026.

8. O. Zajec, « L'illusion d'une prolifération nucléaire "amicale" en Europe », *Policy Papers*, n° 1, Institut d'études de stratégie et défense, février 2026.

9. H. Fayet et J.-L. Lozier, « La propulsion nucléaire navale. Enjeux techniques et stratégiques d'une technologie confidentielle », *Proliferation Papers*, Ifri, novembre 2023.

10. D. Dolzikova, « Nuclear Facilities as Targets of Military Attack », *Occasional Papers*, Royal United Services Institute, 25 avril 2025.

11. S. Shah, « P5 Perspectives on the 2026 NPT Review Conference: The UK », European Leadership Network, 7 avril 2026.